

Venezuela de l'après-Chavez

Une transition difficile

Le 5 mars 2013, le Venezuela a perdu son leader. Devenu un des symboles de la gauche en Amérique latine aux côtés de Correa en Équateur et de Morales en Bolivie, il a contribué à produire un nouveau discours sur ce que pourrait être le socialisme du *xxi*^e siècle, plus pragmatique, chrétien et bolivarien. Nul n'ignore désormais l'enjeu politique que constitue la réussite ou l'échec du modèle impulsé par Chavez et que devrait poursuivre Nicolas Maduro, élu le 14 avril dernier à l'issue d'une campagne très courte, marquée par l'émotion et empreinte d'un certain recours au mythe. Toute la population du Venezuela a été mobilisée en deux camps très tranchés, pour la poursuite ou non de la révolution bolivarienne. Aujourd'hui l'unité construite par et autour du leader charismatique Chavez est sérieusement mise en cause.

Le choc du 14 avril : un 50/50

La soirée électorale du 14 avril fut pleine de surprises, tous les instituts de sondage ayant annoncé la victoire de Nicolas Maduro avec un écart compris entre 6 et 15 points. Le résultat fut extrêmement serré : 273 000 voix sur près de 15 millions de suffrages exprimés, soit 1,83% en faveur de Maduro. La campagne a profité au candidat d'opposition.

GISÈLE JEAN

Maduro, désigné par Hugo Chavez lors de son départ pour Cuba en décembre dernier, a mené une campagne fondée sur l'héritage. Le *cierre* de campagne à Caracas fut un grand moment d'émotion et de forte mobilisation du *Polo patriótrico* et d'une population qui a résolument choisi de ne pas revenir en arrière aux cris de « Chavez vive la lucha sigue ». Pour autant Maduro n'est pas Chavez et la transition s'avère difficile. 700 000 voix ont manqué à Maduro par rapport au scrutin présidentiel du 7 octobre dernier. Ces suffrages ont basculé vers Henrique Capriles représentant de la Table de l'unité démocratique (MUD), coalition de la droite, de sociaux-démocrates et d'opposants divers. Les 5 autres candidats n'ont recueilli que 0,78% des voix. Reprenant à son compte le patrimoine de Chavez (la référence à Simon Bolivar, le polo rouge, la défense des missions), il séduit les couches moyennes/moyennes et une part de l'électorat populaire, notamment en promettant une augmentation du salaire minimum de 45% et des pensions. Il affirme « Je ne suis pas l'opposition, mais la solution », slogan qui complète sa première campagne celle d'octobre

sur le thème « Hay un camino ». La droite désormais a construit un chemin, elle existe réellement, s'est renforcée et constitue une force politique crédible.

Un pays divisé et sous de multiples tensions

Les violences relayées par les médias n'informent que sur les difficultés à construire du commun dans un pays sous de multiples tensions : tensions politiques mais également économiques et sociales;

Dès l'annonce des résultats par le Conseil national des élections, le leader de l'opposition, appuyé par les États-Unis, a demandé un recomptage des votes et a appelé à manifester dès le lendemain (rassemblements et casseroles dans tout le pays). Le soir du 15 avril a été marqué par l'assassinat de 7 élus et militants chavistes et des dégâts importants. Dès le premier jour, l'armée a reconnu et soutenu le pouvoir, laissant peu d'espace à un coup d'État. Cependant le traumatisme de celui du 11 avril 2002, qui avait écarté Chavez durant 48 heures du pouvoir, seule la rue lui permettant de revenir, reste encore très présent.

Du bipartisme à la démocratie participative antagoniste

Élu démocratiquement depuis 1998 et ayant gagné 13 élections sur 14 depuis, le président Hugo Chavez a rompu avec l'alternance entre élites et la répartition inégalitaire de la rente pétrolière. Il a tenté de construire un nouveau modèle : la révolution bolivarienne. Pour comprendre ces résultats, et la situation actuelle, il est nécessaire de revenir sur l'histoire du Venezuela, et les choix opérés par Chavez.

La première moitié du xx^e siècle est dominée par cinq dictateurs, tous originaires de l'État de Tachira, dans les Andes. Celui qui marquera le plus longtemps l'histoire, de 1908 à sa mort, en 1935, est Juan Vicente Gomez. Il supprima le Parlement et monopolisera le pouvoir, bénéficiant de la découverte du pétrole en 1914 et de son exploitation dès 1920. Cependant, le pétrole ne profite pas au citoyen et la majorité de la population vit dans la pauvreté. Après 1945, un court intermède voit la mise en œuvre d'une nouvelle Constitution démocratique. Un coup d'État y mettra fin. Une nouvelle dictature, celle du colonel Marcos Perez Jimenez, prendra le contrôle du pays, écrasant toute opposition. Les inégalités très importantes vont conduire, en 1958, à un coup d'État par une coalition de civils et de militaires, permettant la mise en place d'élections démocratiques.

De 1958 à 1998, les présidents sont élus pour cinq ans, directement par les citoyens, dans une alternance bipartiste, fondée sur un accord formel, appelé Punto Fijo, entre les élites se partageant le pouvoir. Mais le Venezuela doit surtout sa stabilité à l'existence de la rente pétrolière. En effet, de 1952 à 1973, véritable âge d'or, le pays connaît une croissance de 6 % par an, avec une très faible inflation de 1,7 %, ce qui en fait une des économies les plus performantes au monde. Les revenus pétroliers permettent le développement d'une classe moyenne, qui soutient la démocratie en votant soit pour le parti social-démocrate (Accion Democratica - AD), soit pour le parti démocrate-chrétien (Copei). Le choc pétrolier de 1973, bien qu'augmentant la manne pétrolière de façon considérable, sera à l'origine de nombreux problèmes ultérieurs. Le président Carlos Andres Perez voudra accélérer le

processus d'industrialisation, en endettant très fortement le pays. En février 1989, il lance un important programme d'ajustement structurel, sous l'égide du FMI, dit El paquete, comprenant une dévaluation de 170 % et une hausse des tarifs publics. Des émeutes éclatent. Le 27 février, la répression fait plus de trois cents morts (voire trois mille, selon les sources). Cet épisode sanglant, toujours présent à l'esprit des Vénézuéliens, est appelé le Caracazo.

C'est dans ce contexte que le lieutenant-colonel Chavez va tenter un coup d'État, le 4 février 1992. Diplômé de sciences politiques, créateur d'un Mouvement bolivarien révolutionnaire, il tente de renverser un pouvoir désavoué et corrompu. Son échec le conduira en prison et fera de lui un héros dans les classes populaires et la gauche. La campagne électorale de 1998 se déroule sur fond de crise fiscale, de montée du chômage, d'inégalités extrêmes. Chavez dénonce « le totalitarisme économique du néolibéralisme sauvage » et se déclare le candidat des pauvres. Ralliant les couches moyennes, soutenu à gauche par le pôle patriotique, la victoire de Chavez est éclatante. Pourtant, l'opposition ne désarmera pas : il subira en avril 2002 une tentative de putsch subventionnée par les milieux d'affaires. L'Assemblée nationale est dissoute, le patron des patrons Pedro Carmona prend la tête du pays. Grâce à la mobilisation de la population et au soutien des forces armées, Chavez reprend le pouvoir deux jours plus tard.

L'opposition tentera alors une grève générale en décembre 2002, paralysant, notamment, l'industrie pétrolière pendant soixante-trois jours.

Vainqueur du référendum de 2004 qui renforce son pouvoir, puis des élections de 2006, face au candidat Manuel Rosales,

Chavez obtient 63 % des voix. En 2007, les députés accordent à Chavez des pouvoirs spéciaux et, depuis 2009, un référendum en sa faveur lui a donné la possibilité de se présenter au-delà de deux mandats consécutifs. En 2010, les élections législatives donnent 60 % des sièges au Parti socialiste uni du Venezuela (Psuv), créé à l'initiative d'Hugo Chavez. Le 7 octobre 2012, quinze millions d'électeurs se sont rendus aux urnes au Venezuela, avec un taux de participation record de 80 %. La victoire obtenue par Hugo Chavez, avec 55,25 % des suffrages exprimés, soit huit millions cent-trente-six mille voix, est nette, avec plus de dix points d'écart. Les élections régionales du 16 décembre 2012 sont un plébiscite, 20 régions sur 23, élisant des candidats chavistes. Il est à noter que cette nouvelle élite politique est issue pour partie des rangs des militaires.

Entre nationalisme et référence au socialisme

Hugo Chavez a construit un mouvement fondé sur une doctrine nationaliste de gauche, baptisée bolivarianisme, en référence à Simon Bolivar, personnage quasi mythique, révolutionnaire du XIX^e siècle, auquel il ajoute une référence : le castroïsme.

Dès son élection en 1998, il développera le volet de politique extérieure, pour consolider sa position, en luttant contre les forces néolibérales en Amérique et en créant progressivement des alliances avec les autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes, constituant un exemple pour les autres pays de gauche comme l'Équateur de Correa et la Bolivie de Morales. Allié à l'Argentine et l'Uruguay avec lesquels il échange du pétrole contre des produits alimentaires, il a joué un rôle essentiel dans la politique d'indépendance

de l'Amérique latine. En dehors de l'Amérique latine, il a soutenu, *a priori*, sans être regardant sur leurs politiques, les opposants aux États-Unis (Khadafi, Bachar el-Assad), Poutine, la Chine, avec échange de pétrole contre des produits, des usines et de la formation.

Lors de son discours de décembre 2006, Hugo Chavez a annoncé que le pays allait désormais s'orienter vers le socialisme afin d'approfondir la justice sociale et l'égalité. Dans la foulée, il allait accélérer le processus de nationalisation avec indemnisations, de confiscation et redistribution du secteur privé, des terres et développer les missions sociales. Celles-ci vont se multiplier, répondant à des situations d'urgence en matière d'alimentation, de santé, d'éducation, de lutte contre le chômage, d'aide aux jeunes mères pauvres, de logement. Toutes les missions dépendent directement des décisions d'Hugo Chavez et sont financées par la manne pétrolière, via l'entreprise productrice de pétrole (PDVSA). Elles ont permis une amélioration de la vie des plus démunis, sans pour autant garantir des droits pérennes.

Les succès du modèle bolivarien : sociaux et politiques

La Commission des Nations-Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepac) estime que les inégalités ont baissé de façon plus rapide que dans le reste de la région. Les résultats de l'administration Chavez sont probants dans le domaine de la pauvreté, réduite de moitié, car les dépenses sociales par tête ont triplé. Le fait le plus marquant, lorsque l'on découvre le pays, c'est la quasi-inexistence de mendiants. Les enfants vont tous à l'école, ne travaillent pas.

De fait, les réussites dans les domaines sociaux sont réelles : santé gratuite via l'aide des Cubains (Mission Barrio Adentro), élimination de l'analphabétisme même si les écoles privées sont légion, établissement d'un réseau non lucratif de vente de nourriture (souvent importée), le Mercal.

Démocratie participative protagoniste et « gouvernement de la rue »

L'intégration dans une Amérique latine souveraine et le développement d'une démocratie participative protagoniste sont les deux succès politiques du chavisme, notamment dans les *barrios*.

La démocratie participative protagoniste est inscrite dans le modèle participatif né à Porto Alegre mais surtout dans la co-responsabilité. Le modèle, celui des communes, tracé sur le modèle idéal de la Commune de Paris, se traduit depuis la loi organique de 2009 dans les conseils communaux, « structures pérennes de communication avec les institutions ». Ce sont des espaces de débat, de délibération, qui ont pour objectif l'amélioration de l'espace commun et de la vie locale fondée sur une prise de décision au plus près des citoyens. Depuis 2009, on constate l'émergence du caractère idéologique des conseils communaux comme moteurs de la construction du socialisme.

Gouverner au plus près des citoyens, c'est l'engagement pris par Maduro qui depuis son élection souhaite relancer le processus démocratique et le gouvernement de la rue.

La révolution bolivarienne et ses limites

La réalité du pays est fortement contrastée et Chavez lui-même avait constaté le

caractère inachevé de la révolution bolivarienne. Son programme en 5 points repris par Nicolas Maduro visait à « approfondir la révolution bolivarienne », dans cinq domaines : la consolidation de la souveraineté nationale, la poursuite de la construction du « socialisme bolivarien du XXI^e siècle », la conversion du pays en puissance latino-américaine, la promotion d'un ordre multipolaire capable de garantir la paix, la préservation de la vie sur la planète et le sauvetage de l'espèce humaine. Pour atteindre ces objectifs, il faut résoudre un certain nombre de contradictions internes et de problèmes urgents : choisir le modèle économique, s'attaquer à l'insécurité, la corruption et la bureaucratie.

Politiques extractivistes et capitalisme rentier : l'hégémonie du pétrole et de PDVSA

Le Venezuela est le cinquième producteur mondial de pétrole ; 45 % de son PIB viennent du pétrole. Les revenus pétroliers financent le budget de l'État. De plus, selon la Constitution de 1999, l'entreprise PDVSA joue un rôle social. La moitié des recettes de l'entreprise PDVSA, entreprise nationalisée, sont consacrées aux dépenses sociales. Elle finance les missions avec les ressources extraordinaires des exportations et a créé le Fonds pour le développement économique et social du pays (FONDESPA) pour soutenir des projets (transports, électricité, environnement, agro-industrie). Le président de PDVSA est un des trois piliers politiques du régime car sans la manne pétrolière, sa croissance et sa redistribution via les missions, le modèle social bolivarien ne peut se poursuivre. Malgré un discours nationaliste, le Venezuela fait appel aux entreprises privées et aux multinationales pour le raffinage du

pétrole. Total, elle-même, est présente dans la ceinture de l'Orénoque, comme l'a rappelé Nicolas Maduro début mai. Le changement est dans la distribution de la rente, du rôle accordé à l'État dans la gestion de ce secteur. Tout comme ses homologues, Correa et Morales, malgré un discours virulent sur la protection de l'environnement et reposant sur l'avis des communautés, le respect de la nature (entre *Buen vivir* et Écosocialisme du XXI^e siècle), le modèle de développement reste fondé sur l'industrie extractiviste, modèle coûteux du point de vue des terres et de la dépendance. Aucun débat réel n'existe sur comment le socialisme pourrait encourager le développement durable et remettre en question le modèle extractiviste qui soutient l'économie.

Une société entre pénurie et consommation de masse

Les problèmes auxquels doit faire face la révolution bolivarienne sont faciles à repérer, car les Vénézuéliens, et notamment ceux des grandes villes, sont prompts à engager la conversation sur leurs difficultés face à la corruption, à la bureaucratie, aux problèmes d'approvisionnement en nourriture, eau, électricité, et surtout à l'insécurité. Le quotidien est marqué par la *cola*, érigée en mode de vie. La *cola* (la queue), pour se déplacer le matin ou le soir dans le métro, faute de lignes en nombre suffisant, la *cola* sur les routes, dans les banques, faute de système informatique performant et du fait d'une forte bureaucratie (ouvrir un compte demande tant de papiers, de certificats, que cela relève d'une prouesse), la *cola* lorsque l'annonce qu'un produit tel que le lait vient à manquer (la semaine suivante, ce sera le café, l'huile).

Comme dans les pays socialistes de l'Europe de l'Est, la *cola* est la partie visible

d'un système économique et social qui conduit la population à passer une partie de son temps à attendre. Économie de pénurie, qui doit plus à une incompétence grave de gestion, à une bureaucratie, à une faible productivité qu'à un blocus des États-Unis et des pays capitalistes.

Le mode de développement fondé quasi exclusivement sur la rente pétrolière et ce, depuis de très longues décennies, a conduit à sacrifier l'agriculture, et ce ne sont pas les nationalisations des terres qui règlent la question. En redistribuant les terres à des personnes qui n'ont ni les connaissances ni les moyens techniques de produire, le gouvernement a fait chuter une production déjà insuffisante. En raison du mode de consommation de plus en plus tourné vers les produits internationaux de grande consommation, les importations progressent sans cesse et pèsent sur le déficit et donc les capacités d'investissement du pays.

La faible industrialisation conduit à développer sans cesse les importations. L'important déficit extérieur combiné à une inflation importante due à la croissance de la masse monétaire, conséquence d'un double marché des changes qui favorise la spéculation et l'enrichissement sans travail, a conduit le gouvernement provisoire de Maduro à dévaluer le bolivar de 46 % en février. Si le problème de l'offre de production insuffisante par rapport à la demande requiert un autre mode de développement, en revanche, s'attaquer au marché parallèle conséquence du double marché des changes suppose une volonté politique car tout le pays est désormais gangrené par ce système.

Pauvreté et « bolibourgeoisie » : des inégalités persistantes

Certes la Chine et les pays d'Amérique latine prennent une place importante dans les échanges sur la base de

pétrole contre produits industriels, agricoles, investissements, mais les États-Unis restent le principal partenaire commercial. Le modèle de consommation des classes moyennes et d'une partie des classes populaires est essentiellement nord-américain (c'est le pays qui a le plus de Blackberry par habitant au monde). Si le nationalisme est sans cesse présent (drapeau, hymne), la culture dominante est bien celle des *gringos*, visible dans l'alimentation – le nombre de *fastfood* est impressionnant –, mais également les transports, avec des voitures à forte consommation d'essence, celle-ci étant quasi gratuite – moins d'un euro le plein.

La coexistence d'un discours « socialiste et révolutionnaire », d'un président qui vilipende les riches, avec le luxe et l'exhibitionnisme des hommes d'affaires, des banquiers, de certains élus, n'est pas le moindre des paradoxes. Le discours nationaliste anti-américain est très présent, y compris de la part des couches favorisées, qui vont faire leurs emplettes à Miami. La « bolibourgeoisie », ce sont ces classes très favorisées, traditionnellement issues du monde économique privé, auxquelles s'ajoute une nouvelle classe de dignitaires du régime, bureaucrates qui exhibent leurs richesses (yachts sur les plages, résidences de grand luxe, plages et avion privés), côtoyant un peuple vivant des missions sociales ou une couche moyenne qui travaille durement.

Insécurité et violences : symptôme d'un système

Comme le reconnaît le nouveau président : 80% des Vénézuéliens considèrent à juste titre – et c'est un fait constant en Amérique latine – que le problème principal c'est l'insécurité. C'est ce qu'affirme depuis des années le rapport

de la Commission interaméricaine des droits de l'Homme (Cirh). L'Observatoire de la violence vénézuélienne (OVV) note la montée des homicides, des *kidnappings*, des exécutions.

En 2010, Amnesty international dénonce le fait qu'environ deux cents personnes ont été tuées par la police, et cinq cents cas de tortures. Selon les chiffres officiels de la mission *A todo Vida*, ce sont cinquante meurtres pour cent mille habitants, soit, au total, dix-neuf mille homicides par an, et un nombre croissant d'agressions. Ces violences résultent des nombreuses armes en circulation et du faible taux de poursuite et de pénalisation.

Violences également à l'encontre des travailleurs et syndicalistes, dont cent quatre-vingt-un furent assassinés entre 2007 et 2010, victimes d'assassinats dont la responsabilité incombe aux mafias. Les journalistes, les défenseurs des droits de l'Homme, subissent également des violences, également impunies car il n'y a ni enquête ni sanction. La responsable d'une organisation humanitaire présente dans le pays dénonce le fait que depuis trois ans, elle n'a pas pu rencontrer un seul prisonnier politique, se heurtant à un mur.

Si l'insécurité frappe tout le monde, elle atteint surtout les quartiers les plus défavorisés dans lesquels circulent des armes. Celles-ci sont liées à la fois à la corruption, au conflit armé en Colombie qui prend fin avec les FARC et enfin, comme le note le journaliste Maurice Lemoine, c'est une des voies de passage des narcotraficants.

Par ailleurs certains droits ne sont pas reconnus, comme le droit à l'avortement. La surpopulation carcérale, avec un taux d'occupation de 356%, et la criminalité qui lui est liée, déclenchent régu-

lièrement des émeutes, dans une grande indifférence...

Enfin, en décidant, en septembre 2012, de retirer le Venezuela de la Cirh et de la Cour interaméricaine des droits de l'Homme, Chavez a fragilisé les démocrates de son propre pays, leur rendant impossible l'accès à cette instance supranationale pour faire valoir leurs droits, lorsqu'ils ne peuvent le faire dans leur propre pays.

Le choix de la lutte contre la pauvreté, via les missions sociales financées par les revenus du pétrole, a un revers : il occulte les réels problèmes internes auxquels doit faire face la « révolution bolivarienne », après quatorze années de pouvoir. Le nouveau président doit choisir, et vite : soit un modèle de développement construit dans la durée, alliant développement industriel, de l'agriculture et des services, protégeant l'environnement, permettant de réduire de façon durable les inégalités sociales, économiques, culturelles, et accordant un poids véritable aux forces syndicales, aux salariés et aux groupes sociaux ; ou bien rester dans la distribution de la manne pétrolière, modèle de culture rentière, dépendante des marchés extérieurs, qui engendre des cercles vicieux de non-développement, conduit à importer toujours plus et à réduire l'indépendance économique, favorisant une bolibourgeoisie et une bureaucratie. Pour construire un après-Chavez, il faudra introduire des ruptures fortes dans le modèle de développement qui n'a pas remis en cause le modèle du capitalisme rentier. ■